

Communiqué

Sondage votations: un large soutien à l'interdiction de la discrimination – des vents contraires pour l'initiative des locataires

L'initiative populaire «Davantage de logements abordables» ne recueille plus que 48% d'intentions de vote. Les défenseurs de l'initiative perdent donc nettement du terrain, puisqu'ils pouvaient encore compter sur une majorité de 60% lors de la dernière vague du sondage. En revanche, la 3e vague du sondage 20-minutes/Tamedia en vue des votations révèle que les partisans de l'interdiction de la discrimination en raison de l'orientation sexuelle peuvent s'attendre à une victoire: 69% des votants ont l'intention de déposer un bulletin favorable dans l'urne.

Zurich, le 29 janvier 2020 – 20 minutes et Tamedia ont réalisé sur leurs plateformes de News la troisième vague du sondage, toutes marques confondues, en prévision aux votations fédérales du 9 février 2020. Du 23 au 25 janvier, 11'311 personnes dans toute la Suisse ont participé à ce sondage en ligne dont la marge d'erreur est de 1,6 point de pourcentage.

Plus de majorité pour l'initiative de l'association des locataires

L'initiative de l'association des locataires «Davantage de logements abordables» était en tête dans la 1ère vague (63% de «oui») tout comme dans la 2e (60% de «oui»), mais le tableau s'est inversé deux semaines avant la votation: seule une minorité de 48% a désormais la ferme intention de voter «oui» ou envisage de le faire, alors qu'un pour cent des votants ne donne aucune indication sur ses intentions de vote.

Les réserves à l'encontre de l'initiative qui vise à encourager les logements d'intérêt public sont importantes dans le camp bourgeois. Parmi les électeurs du PLR, 78% disent «non» ou «plutôt non» (+17 points de pourcentage par rapport à la 2e vague) ; chez les partisans de l'UDC, ils sont 69% et chez ceux du PDC 62% (+19 points de pourcentage). Chez les électeurs du PVL non plus, il n'existe pas de majorité: 61% ont la ferme intention de voter «non» ou envisagent de le faire (+30 points de pourcentage). L'initiative est encore soutenue par les électeurs du PS (85% de «oui») et par les partisans des Verts (79% de «oui»).

Les arguments les plus souvent cités à l'encontre de l'initiative sont que la Confédération ne devrait pas s'immiscer dans l'économie de marché (35%), et qu'il existe déjà suffisamment de logements abordables (21%). La progression chez les opposants appartenant au camp bourgeois montre que ces arguments ont manifestement réussi à mobiliser. Les défenseurs, pour leur part, indiquent que l'initiative ne fait que mettre en œuvre ce qui figure déjà dans la Constitution (49%) et que la construction de logements d'intérêt public empêche les logements de devenir trop chers (33%).

L'interdiction de la discrimination garde le cap

Le soutien massif réservé à l'interdiction de la discrimination en raison de l'orientation sexuelle reste stable. Dans la 3e vague, 69% des votants se disent favorables ou plutôt favorables à une extension de la norme pénale anti-raciste à la discrimination en raison de l'orientation sexuelle. Deux pour cent des votants ne donnent aucune indication sur leurs intentions de vote. Lors de la 2e vague, le taux d'approbation était de 65%.

Auprès des défenseurs, l'argument le plus souvent cité est qu'une adaptation est nécessaire, surtout en période de discours de haine sur Internet, et que personne ne devrait être victime de discrimination en raison de son orientation sexuelle (78%). De leur côté, les opposants évoquent le plus souvent le fait que la discrimination est déjà proscrite à l'heure actuelle et qu'une loi n'est donc pas nécessaire (27%).

Un fossé se creuse entre les sexes: alors que les femmes ont l'intention de voter «oui» ou envisagent de le faire à 76%, les hommes sont plus réticents. Ils ne sont que 63% à s'exprimer en faveur de la nouvelle loi.

Une ventilation en fonction des partis montre que ce n'est que chez les électeurs de l'UDC que la loi ne recueille pas la majorité. Dans ce groupe, 60% veulent voter «non» ou sont tentés de le faire. Ce sont les jeunes de l'UDC qui avaient engagé le référendum en liaison avec l'UDF. En revanche, un large soutien se dessine dans les autres partis; les électeurs du PS sont même 92% à vouloir voter «oui» ou à se dire enclins à le faire.

Des prévisions réalisées pour la première fois

Pour la première fois, la 3e vague du sondage procède à une estimation modélisée portant sur l'issue attendue de la votation; il s'agit donc d'une projection prévisionnelle et non d'un reflet de la situation à un moment donné. Les modèles reposent sur des données historiques de votations passées ainsi que sur les trois vagues de sondages pour les votations considérées. Ils estiment la part attendue des voix favorables ainsi que la probabilité que l'objet soit adopté.

D'après les modèles, la part attendue des voix favorables à l'initiative en faveur de davantage de logements abordables est de 42%, avec un intervalle d'incertitude statistique de ± 23 points de pourcentage. En conséquence, l'incertitude statistique relative à cette part de voix favorables attendues est très élevée. La probabilité que l'initiative soit acceptée est de 23%. Cela signifie que le projet a environ une chance sur quatre d'être adopté. Pour le référendum contre l'interdiction de la discrimination en raison de l'orientation sexuelle, la part attendue des voix favorables est de 69% (± 13 points de pourcentage) et la probabilité d'adoption est de 99%.

Des sondages approfondis en vue des votations

Les sondages de 20 minutes/Tamedia en vue des votations sont réalisés en collaboration avec LeeWas. Ils modélisent les données du sondage en fonction de variables démographiques, géographiques et politiques. Les résultats sont aussitôt analysés afin que les quotidiens et les plateformes de News de 20 minutes et de Tamedia puissent s'appuyer sur eux afin de rédiger rapidement des articles rigoureux dans toute la Suisse. De plus amples informations ainsi que le rapport détaillé relatif au sondage peuvent être consultés sur le site tamedia.ch/sondage.

Médias impliqués

Suisse romande: 20 minutes, 24 heures, Tribune de Genève et lematin.ch/Le Matin Dimanche;
Suisse alémanique: 20 Minuten, BZ Berner Zeitung, Der Bund, Tages-Anzeiger, Basler Zeitung
SonntagsZeitung et ZRZ Zürcher Regionalzeitungen;
Tessin: 20 minuti

Contact

Andres C. Nitsch, Responsable de communication Tamedia
+41 44 248 42 43, andres.nitsch@tamedia.ch